

33337

Le "LIBERTAIRE" avait raison

CONTRE-OFFENSIVE

de guerre

de EISENHOWER

La duperie d'une détente internationale aura fait long feu. D'ailleurs, personne n'y aura cru beaucoup. Les accords sur le rapatriement des prisonniers de la guerre de Corée se sont faits dans l'indifférence. Les peuples ont senti confusément que ces faits ne changeaient rien dans les rapports U.S.A.-U.R.S.S. Seuls, toujours les mêmes éléments sociaux-démocrates attardés (genre équipe « Franc-Tireur » pour la France) continuent à faire semblant de marcher, de marcher comme toujours dans n'importe quelle duperie politique.

Notre « Libertaire » a eu encore une fois de plus le mérite d'avoir fait preuve de vigilance en dénonçant le premier, dans son numéro du 9 avril, l'illusion d'une paix durable entre l'impérialisme américain et l'U.R.S.S. Nous avons dénoncé cette illusion en démontrant que les bases d'un compromis acceptable, pour l'un et l'autre des adversaires, manquaient objectivement et plus particulièrement pour l'impérialisme américain, lancé maintenant trop profondément dans l'économie de guerre. Et en même temps que nous soulignons les inquiétudes des bourgeois, qui ne savent quelle attitude prendre devant le silence de leur maître de Washington surpris de se voir placé au pied du mur de la paix, nous dénonçons, à l'avance, la contre-offensive de paix yankee.

Les oppositions d'intérêts, dans le détail, des diverses fractions de la bourgeoisie a fait tarder la mise au point du plan de contre-offensive pacifiste, de guerre devrions-nous dire. Et dans la lutte politique provoquée par l'élaboration de ce plan, le secrétaire d'Etat Foster Dulles, partisan de la plus grande fermeté à l'égard des Russes, en accord en ceci avec la droite du parti républicain, les chefs militaires et les milieux d'affaires, a failli se voir remercié par Eisenhower.

D'une façon prudente, en tenant compte des divers intérêts des fractions de la bourgeoisie américaine, Eisenhower lança par un discours la contre-offensive de paix. Mais ce discours semblant, par son ensemble, n'avoir été prononcé que dans un but surtout intérieur au gouvernement, pour mettre fin à une lutte interne, il est inutile d'en citer tous les points. La seule chose importante est la reconnaissance de la nécessité impériale des U.S.A., camouflée sous la proposition d'une « aide économique importante à la reconstruction du monde ».

L'attitude définitive de l'impérialisme américain a été définie par un deuxième discours prononcé par Foster Dulles subitement redevenu le porte-parole officiel. Dans ce discours Dulles a nettement signifié que les U.S.A. loin d'abandonner la politique impériale entendaient au contraire la développer :

Nous ne sommes pas disposés à entrer dans la danse sur l'air que veulent bien jouer les Russes. Rien de ce qui est arrivé ne nous a incité à relâcher nos efforts ou à désirer affaiblir l'O.T.A.N. Notre but et l'objectif de notre politique sont une alliance atlantique plus certaine de vivre et de remplir les tâches qui lui sont désignées. En outre, il a été clairement exposé que nous considérons que nos amis d'Extrême-Orient, du Japon, de la

Corée, de Formose à l'Indochine et à la Malaisie, affrontent un ennemi uni auquel il convient de faire face dans un esprit de but commun et de coopération croissante.

La situation économique des Etats-Unis est tellement proche d'une crise sans précédent que la bourgeoisie ne peut se permettre même une simple trêve pour aborder une discussion qui n'aurait comme enjeu qu'un prolongement des délais de la Paix armée actuelle. Le gouvernement américain ne pouvant reculer va jouer son va-tout et tenter de faire reculer les Russes. Dulles ne dit-il pas :

Quels que soient les buts et la raison des gestes actuels des Soviets, le fait demeure que les leaders communistes semblent maintenant disposés à accorder des choses qu'ils refusaient auparavant.

Cette splendide certitude, Dulles et l'impérialisme américain pensent-ils la concrétiser autrement que par la guerre totale ?

Nous pensons plutôt que la seule satisfaction que pourront se donner les Américains sans déclarer la guerre sera la liquidation par la répression civile des partis communistes en Europe et du mouvement ouvrier en général.

Le temps qui reste aux classes ouvrières pour réagir doit être employé au maximum dans le sens, dans les perspectives du 3^e Front révolutionnaire. Et plus que jamais les militants communistes libertaires révolutionnaires doivent être présents partout, au cœur même de l'action ouvrière.

René LUSTRE.

L'oppression raciste continue en Afrique du Sud

8 millions de Noirs sont esclaves d'une minorité fasciste

Qui est Malan ?

Depuis 1933, Malan est bien connu des antifascistes et ce n'est pas sans raison que l'opposition l'appelle « Malan l'hitlérien ».

Né en 1874 d'une vieille famille huguenote française établie en Afrique, il se destine à être pasteur. En 1905, au sortir de l'Université d'Utrecht, il décide que « les Juifs et les Kaffirs sont en train de dérober l'héritage sacré des Boërs ».

Dans les années suivantes il se consacre à l'antisémitisme et, en 1930, devient le rédacteur en chef du quotidien antisémite de Capetown « Die Burger ». Son slogan d'alors est : « Les riches Juifs font les pauvres blancs ». Il le reprendra par la suite en y ajoutant : « ...les pauvres Noirs font aussi les pauvres Blancs » (1).

En 1933, toujours continuant ses attaques antisémites il fonde avec 7 membres (en imitant Hitler qu'il se reconnaît pour maître) un « Parti nationaliste purifié ». Pendant la Seconde Guerre mondiale il annonce publiquement qu'il souhaite la victoire du Führer.

Les élections de 1948

Pendant la campagne électorale il fait connaître ses intentions : — L'Afrique du Sud aux Boërs. — Les Kaffirs à leur place; poli-

tique de ségrégation raciale (apartheid) qui vise à « l'égalité par la séparation ».

Après son succès de 1948 (avec 85 sièges et 400.000 voix contre 73 sièges et 500.000 voix à l'opposition) Malan commence à tenir ses promesses électorales. Pour construire sa République Boër, il forme un cabinet de 14 membres (dont 10 appartenu, avec lui dans le passé, à une association secrète à tendances fascistes) tous Boërs (population Boër : 1.500.000) et aucun Anglais (population : 1.000.000). Mais le fait le plus significatif c'est qu'aucun des 8.500.000 Bantous n'est représenté ni au Parlement, ni dans le Cabinet. Seuls, 50.000 métis ont le droit de vote et élisent 3 représentants. En 1952 d'ailleurs, Malan parvint presque à leur retirer ce droit de vote.

Quant à l'apartheid ou ségrégation des races, qui vise à rendre autonome les 8.500.000 Bantous, seul l'esprit raciste le plus forcené peut en avoir conçu l'idée.

Les élections de 1953

On pouvait espérer que les élections de 1953 apporteraient un renversement vers la modération et la tolérance sinon vers des réformes sociales.

Il n'en est rien.

Par la même bizarrerie d'élections « démocratiques », par un ensemble

L'agonie d'une dictature

En 1952, il y eut des rumeurs de révolte et de guerre civile, ce qui fit se raidir la position de Malan. Il est probable qu'un même raidissement face à l'opposition va se produire, à mesure que vont se développer les « mesures démocratiques » du président.

Nombreux sont ceux qui voient le danger menaçant. Rien, excepté un massacre en masse, n'empêchera un jour ou l'autre, les 8 millions de Noirs d'atteindre l'égalité sociale, politique et économique.

Comment Malan résoudra-t-il la crise qu'il va provoquer consciemment ?

En fait nous assistons à l'agonie désespérée d'une minorité raciste gouvernante qui devra finalement vaincre ou mourir.

Vaincre ? Malgré l'ébauche d'une armée nationaliste (Boër) où les postes responsables ont été donnés aux partisans de Hitler pendant la guerre, les Skietkommandos, formés dans l'esprit des S.S. et des S.A. nazies sont une force insuffisante. L'armée régulière (30.000 hommes) est défavorable au parti nationaliste (3) et un grand nombre d'officiers et d'hommes de troupe de couleur licenciés a rejoint le Torch-Commando, organisation politique de l'opposition. Actuel-

lement rien ne permet de prévoir une solution pacifique ou légale à une crise qui va aller en s'amplifiant.

Le prolétariat exploité de l'Afrique du Sud, qui a montré sa cohésion et sa force dans la campagne de désobéissance civile de 1952, saura-t-il trouver le seul chemin de sa libération et de son émancipation : une révolution sociale et non une révolution politique qui ne ferait que lui donner de nouveaux maîtres ?

R. REYNART.

(1) Sous la plume de ce théologien distingué on trouve le raisonnement suivant : « ...Le nègre n'a pas besoin de maison, il peut dormir sous un arbre. Ainsi, il peut travailler pour un salaire moins élevé que celui d'un blanc. Le noir a donc un emploi, tandis que le blanc erre dans la rue, sans pain et sans travail... »

(2) On peut en voir deux exemples dans les faits suivants : le noir employé par des blancs logeant en ville, et forcément éloigné d'eux, doit faire tous ses déplacements à pied, les moyens de transport lui étant interdits. De plus, il doit posséder un laissez-passer, la nuit tombée pour accéder aux quartiers de résidence des Européens.

(3) Le ministre de la Défense, Christiaan Erasmus, fut attaqué et battu par des soldats à Capetown (juin 1952) ; le ministre de l'Intérieur, Theophilus Donges, se fait protéger par la police contre les attaques des militaires.

Industrie civile. Ils essayent de sauver la face, mais il faut bien remarquer que la diplomatie extérieurement adroite des hommes du Kremlin les met dans la position d'agresseurs.

Le prolétariat européen doit profiter de ce fait pour accentuer sa lutte contre l'impérialisme américain et contre le capitalisme international. Pour la classe ouvrière, il n'est pas question de coexistence pacifique avec le capitalisme et l'impérialisme. La lutte continue. Ce n'est d'ailleurs pas une raison pour soutenir le pseudo-socialisme soviétique.

Les Russes, c'est évident, ne peuvent accepter les propositions d'Eisenhower et les Américains ne peuvent accepter les propositions russes. Trop d'intérêts sont liés à ses propositions. On dupe encore une fois le peuple en lui parlant d'une Paix qu'il souhaite ardemment et sincèrement mais qui est bien compromise par ceux-là même qui la prêchent aujourd'hui tant à l'est qu'à l'ouest.

La coexistence pacifique des deux blocs est impossible disons-nous car trop d'intérêts sont en

jeu : les événements du Laos viennent confirmer notre point de vue.

Au moment où Eisenhower propose « la paix en Malaisie et en Indochine » pour répondre à la proposition russe, plusieurs divisions vietminh entrent au Laos. Les Français abandonnent Sam Neua et commencent une difficile retraite. L'intérêt de cette recrudescence de la guerre d'Indochine est tout particulier et nous sommes bien obligés de situer ce fait dans son contexte international.

Il est fort probable que cette offensive vietminh ne plait guère aux dirigeants soviétiques : elle contredit leurs déclarations pacifiques. Le Viet-Minh s'est rendu compte qu'il risquait fort de faire les frais des velléités de négociations de Moscou et Pékin : si un accord très limité et très momentané s'était fait entre l'est et l'ouest, cet accord se serait fait sur son dos.

Les Américains en profitent pour faire leur « contre-offensive » de Paix en accusant les Russes d'être les agresseurs et cela est un excellent prétexte pour refuser l'armistice en Corée. Même si cet armistice se faisait, la guerre d'Indochine deviendrait la guerre de rechange intéressante puisque c'est le corps expéditionnaire français qui est là-bas à pied d'œuvre.

Souvenance Phouma que les colonialistes français ont installé au Laos a fait un appel aux nations « libres », c'est-à-dire aux impérialistes occidentaux. « Paris-Presses » qualifie cet appel de radio Vientiane de « premier acte d'internationalisation de la guerre du Viet-Nam ».

Le gouvernement français fait beaucoup de battage autour de l'affaire du Laos. Il semble bien qu'on désire une fois de plus démontrer à une opinion publique mal renseignée le caractère agressif du Viet-Minh et créer en France un courant important favorable à cette guerre.

« Il ne peut être question d'un règlement en Corée avant que le problème indochinois ait été résolu », disait lundi matin le « New York Herald ». Cela est significatif : les Américains s'intéressent eux aussi de plus en plus à l'affaire indochinoise. Les deux blocs marchant la liberté du peuple indochinois.

Face à ce marchandage grotesque, les hommes du Viet-Minh démontrent d'une façon éclatante qu'il ne peut y avoir de coexistence pacifique, entre colonisateurs exploités et colonisés exploités, entre peuple envahisseur et peuple asservi.

L'espoir des politiciens français est de réaliser en Indochine le programme énoncé dans la for-

mule : « Soldats vietnamiens, argent américain, commandement français. » Ce programme se réalisera peut-être d'ici peu, sauf en ce qui concerne le premier point car les soldats seront européens et américains. La lutte de tout un peuple asservi continuera tout de même face à cette coalition, elle continuera même avec la désapprobation de l'U.R.S.S. (voilà le sens de l'offensive du Laos). Cette lutte ne cessera qu'avec le départ des impérialistes étrangers. Cela, il faut bien le comprendre, il faut souhaiter ce départ et mettre tout en œuvre pour qu'il se produise : C'est le seul espoir de Paix.

Michel MALLA.

La Cour Suprême des U. S. A. renvoie sa décision sur le recours des ROSENBERG

La Cour suprême des U. S. A. ne donne pas les raisons du renvoi de sa décision en ce qui concerne le recours présenté par l'avocat des Rosenberg pour la remise de leur procès.

Semblable à la justice française, la Cour suprême est l'objet de pressions politiques qu'il est impossible de ne pas s'imaginer.

L'offensive de « paix » de l'U.R.S.S. est le point majeur du recul de la décision. Dans les hautes sphères républicaines, on attend les suites et la tournure que vont prendre les événements récents.

C'est-à-dire, ainsi que nous l'écrivions récemment, que le procès fait aux Rosenberg est surtout un procès d'opinion. Devant le vide de l'accusation d'espionnage, la réaction américaine n'entend pas perdre la face. Elle tient en prison Julius et Ethel Rosenberg pour cette seule raison.

Inquiète, malgré tout, du retentissement mondial effectué autour de ce procès, elle voudrait bien volontiers, que la presse mondiale se taise. Cela arrange-t-elle bien des choses. L'oubli des deux condamnés, protégés par la solidarité internationale, serait préférable à ces desseins. Elle entend, par l'intermédiaire de ses valets, juges à la Cour suprême, prolonger l'incarcération de deux innocents. La décision est reportée au 27 avril. Chacun de nous doit redoubler d'action. Il faut que la bourgeoisie américaine plie devant la protestation universelle. Nous devons arracher Julius et Ethel Rosenberg au supplice de la chaise électrique.

Tous ensemble, nous les sauverons !

René GERARD.

DERRIÈRE PÉRON, LE PÉTARDIER

Réalités de la lutte de classes en Argentine

ÉMISSIONS ministérielles, suicide du frère de Sainte-Eva, arrestations de spéculateurs, bombes qui éclatent à temps derrière le dictateur, émeute dirigée : les événements de la dernière semaine ont à nouveau attiré l'attention sur l'évolution de l'expérience péroniste en Argentine.

Ce n'est certes pas la mise à sac du Jockey-Club qui peut nous émouvoir. D'autres hauts lieux aristocratiques de la civilisation capitaliste devront heureusement subir le même sort dans le monde entier — quelques toiles de Goya de plus dussent-elles encore partir des événements, comme à Buenos-Aires.

Nous ne plaindrons pas non plus les partis bourgeois sacrifiés par la bourgeoisie péroniste, car une fois de plus, Péron a confirmé qu'il n'était que l'agent provocateur n° 1 du capitalisme argentin.

LES TROIS TACHES DU PÉRONISME

Le régime fasciste instauré depuis 1946 ne peut être considéré que comme l'expression de la volonté d'ascension de la bourgeoisie argentine. En effet, l'essor du capitalisme argentin — comme de tout capitalisme né dans un pays jusqu'alors sous-développé dans un pays primitivement considéré comme simplement four-

nisseur de matières premières et consommateur de produits finis — conduit inéluctablement à un régime qui est amené à remplir par des moyens dictatoriaux la triple fonction suivante :

PREMIÈREMENT : dégrader le pays de l'emprise du capitalisme international pour permettre au capitalisme local de se développer. Cette réaction contre les monopoles étrangers ne peut se réaliser que par une politique d'indépendance nationale.

DEUXIÈME : asséoir cette indépendance nationale sur l'industrialisation du pays, seul moyen pour la bourgeoisie nationale à la fois de lutter contre les industries étrangères et surtout de se garantir des profits croissants, gage d'un renforcement de sa position économique, sociale et politique. Or, ce renforcement doit, sur le plan intérieur, s'opérer inévitablement aux dépens des anciennes couches dirigeantes, produit de la vieille économie agraire. D'où nécessité de briser par la dictature le vieux cadre politique du pays fait à leur image.

TROISIÈME : hier, cet essor de l'industrie accompagnait inévitablement de celui de la classe ouvrière une mystification du prolétariat. Mystification qui doit être menée de plus

PAUL ROLLAND
(Suite page 2, col. 1.)

Les travailleurs se tournent vers RENAULT

Pendant que les centrales syndicales procèdent à une consultation sur les formes d'action à donner à la grève, nous devons ici mettre en garde les travailleurs sur la supercherie dont ils risquent d'être les victimes.

La grève débutée dans l'île Séguin a été profondément accueillie par l'ensemble des travailleurs du pays, mais la précipitation des centrales syndicales à emboîter le pas n'est-elle pas surprenante lorsqu'on connaît les profondes dissensions qui existent entre le S.I.R. et la C.G.T. en particulier.

Leurs divergences politiques risquent, même dans l'éventualité d'une grève, de compromettre le véritable caractère de la lutte.

D'ailleurs, pour nous, militants révolutionnaires, il ne fait aucun doute que la prise du mouvement par le S.I.R. ne trouve d'autres explications que dans ses soucis majeurs de se donner un certain vernis révolutionnaire et préparer, par une publicité préventive, les prochaines élections des délégués du personnel. Mais les travailleurs de Renault ne seront pas dupes. Face aux multiples mesures d'intimidation et de chantage de la direction, les travailleurs de Renault sauront dans l'unité totale, reprendre la vigueur qui s'impose devant les nécessités actuelles et se montrer dignes de la confiance de tous les travailleurs en prouvant que la combativité ouvrière n'est pas morte.

Nous nous associons aux revendications légitimes posées aujourd'hui par les travailleurs, mais nous savons aussi que la tournure donnée à ce mouvement risque de compromettre ses chances de succès.

Nous les appelons à entrer ardemment dans la lutte, car seule l'action directe est un gage de victoire. Seule l'action directe permet d'atteindre les objectifs fixés par la classe ouvrière.

LE C.N. DE LA F.A.

Ces Elections Municipales sont une **IMPOSTURE !**

TRAVAILLEURS, les Communistes Libertaires vous parlent :

C'EST VRAI : comme vous le disent tous les partis, tous les partis qui ont eu en main une municipalité ont réalisé quelque chose : un terrain de sport, une salle des fêtes, une amélioration de la cantine scolaire, etc...

C'EST VRAI AUSSI ce qu'ils disent tous les uns des autres : qu'ils l'ont obtenu par des augmentations d'impôts, des trafics louches dans les Préfectures ou dans les Ministères et au détriment d'autres communes moins favorisées. Mais **CE QUI EST SURTOUT VRAI**, c'est que malgré les améliorations secondaires et qui nous coûtent très cher,

LE CHOMAGE, LE FASCISME, LA GUERRE, sont là,

et que demain les crèches, les salles des fêtes et les écoles flamberont sous les bombes :

Oui, le scrutin actuel est une escroquerie. Mais nous avons connu d'autres scrutins et les résultats étaient les mêmes vous le savez :

LE CHOMAGE, LA RÉACTION, LA GUERRE

Il en est ainsi parce que, dans les conditions présentes, plus que jamais, l'ÉTAT, poursuivant sa politique de guerre, a détruit les possibilités réalisatrices des communes.

Les municipalités ne sont plus rien que des domestiques des Préfets et du Pouvoir Central : le Ministère de l'Intérieur qui accordait aux communes 50 o/o de son budget en 1947 n'en accorde plus que 8 o/o en 1953.

QUE FAIRE ?

NOUS NE MARCHONS PAS !

Nous ne donnerons pas nos suffrages à ceux qui votent partout les centimes additionnels pour la guerre au lieu de démissionner, à ceux qui — Gaullistes, R.G.R., Indépendants, Socialistes, Staliniens — ont voté les crédits militaires au moins tant qu'ils ont eu des ministres au pouvoir !

Aux travailleurs qui malgré cela voudront encore voter en pensant choisir un moindre mal, nous rap-
pelons que **la droite c'est la réaction et la gauche c'est la trahison**. Nous disons : " Votez donc, mais ce ne sera qu'une expérience de plus " .

ABSTENTION MASSIVE tant que l'on ne permettra pas aux vrais défenseurs du Peuple de dire la vérité, tant qu'il faudra des millions pour avoir le droit de s'exprimer, pour mener dans les municipalités une action anti-gouvernementale mettant en échec la bourgeoisie et son Etat,

ABSTENTION MASSIVE ! non pas parce que nous nous désintéressons des questions communales, mais au contraire parce que tout le régime est en cause, et que ces élections ne sont qu'une imposture.

Il faut que les valets de l'Etat et des partis, qui demain vont siéger dans les mairies ne siègent qu'avec le mépris des travailleurs.

NOUS MENONS LA LUTTE sur le terrain de la lutte de classes et de l'action directe : c'est sur le lieu du travail que nous combattons pour nos revendications, c'est dans les communes et les quartiers que nous exigerons tous ensemble, par la force, les réalisations qui s'imposent, quels que soient les escrocs qui sont dans les mairies.

L'ACTION RÉVOLUTIONNAIRE pour balayer le régime, pour la marche en avant vers le Communisme Libéraire, le véritable Communisme, dans la démocratie réelle, réalisera les libres communes aux mains des travailleurs :
★ comme en 1917, en Russie, avant la contre-révolution des bureaucrates staliniens, et de 17 à 21 avec les anarchistes en Ukraine,

★ comme en 1919 en Allemagne et en Hongrie,

★ comme en 1936 dans l'Espagne libéraire,

★ comme cela aurait dû être en 1944 en France, sans la trahison des partis qui furent tous unis derrière
DE GAULLE.

LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Chaque semaine lisez le **LIBÉRTAIRE**

ADHÉREZ à la F.A., 145, quai de Valmy Paris 10°

COLLEZ CETTE AFFICHE PARTOUT !

MÉTALLOS de chez RENAULT

Vous n'avez pas oublié que SEULE L'ACTION PAIE

LES travailleurs des fonderies, département 61 qui, après une semaine de grève viennent d'obtenir totale satisfaction, l'ont certainement compris.

Les origines de cette grève doivent être précisées pour comprendre que le motif le plus banal suffit quelquefois à créer un réveil de conscience chez les travailleurs. Car ce fut en effet une grève décisive, spontanée et réalisée dans la plus parfaite cohésion.

Avec la reprise de production, l'horaire de travail devait être porté à 42 h. 1/2. Mais les chefs d'ateliers, en l'occurrence les sieurs Laurent et consorts, prétendaient avec une arrogance sans bornes « assurer toute la production en 40 h. ». Prouvant ainsi qu'ils entendaient faire « marner » les ouvriers par une augmentation des cadences. Ah ! Ils considéraient bien les ouvriers ! Les sieurs Laurent et autres, ils ne leur manquaient que la « schlague » pour les parafaire.

Mais les travailleurs ayant eu vent de cette réflexion décidèrent dans un élan unanime d'arrêter le travail et proclamèrent la grève en posant un cahier de revendications.

C'était la goutte qui a fait déborder le vase, parce qu'il y a longtemps que les cadences étaient accélérées.

Ce fut dans un délai extrêmement court que la direction donna son acceptation, et nous avons compris les raisons majeures qui la forçaient à capituler.

D'abord l'ardeur résolu des ouvriers des fonderies pour aller jusqu'au bout s'il le fallait, et le risque assez grave pour elle de voir un arrêt total de l'usine et du montage des moteurs par manque de réapprovisionnement, les fonderies étant le principal fournisseur. Leur arrêt prolongé entraînait à brève échéance une paralysie totale.

Toutes les revendications furent acceptées, elles étaient nom-

breuses : du rehaussement du coefficient de production sans augmentation des cadences pour les cublots, jusqu'au quart d'heure de douche au frais du patron.

Mais nous devons préciser qu'en tant que libertaires nous mettons en garde les camarades qui demandaient une augmentation de l'horaire, parce que dans l'usine certains ateliers ont plus de 40 h.

Ne renouvelons pas les erreurs passées car nous en sommes aujourd'hui les victimes, à la suite de l'euphorique surproduction qui nous a ramenés à 40 h. Dissuadons les camarades qui risquent de se laisser tenter par le goût trompeur d'une paie plus substantielle, sentiment hélas pour beaucoup d'entre nous, légitime. Mais qui est basé sur un jugement faux. Nous ne le répéterons pas assez ! Car la direction face aux divers mouvements qui surgissent dans l'usine, va immédiatement changer de tactique et imposer à nouveau les 48 h. afin de calmer les velléités ouvrières, et cela constitue en réalité un moyen de diversion.

Nous devons faire le sacrifice du maintien des 40 h. même si aujourd'hui la situation est dure, et poursuivre la lutte amorcée pour l'augmentation réelle des salaires. En harcelant le patron, par des coups différemment portés, et marcher ainsi pour une revalorisation tangible de nos salaires.

Réjouissons-nous de voir, après une longue période léthargique, les travailleurs reprendre en main une situation qui, chaque jour devient plus précaire.

Hier un échec, sur lequel la direction pouvait glaiser, aujourd'hui une victoire ; l'histoire du monde ouvrier est ainsi faite, de paradoxes, mais sachant aussi que le propre du militant révolutionnaire est de ne jamais désespérer, nous avons le ferme espoir de voir la combativité ouvrière reprendre son essor.

Groupe RENAULT.

PÉRON, le pétardier

(Suite de la première page)

en plus habilement à mesure que le prolétariat apparaît de plus en plus nombreux et indispensable à la vie du pays, donc de plus en plus apte à acquiescer sa conscience de classe. Cette mystification aussi requiert un autre cadre que celui de la vieille politique parlementaire traditionnelle.

Ainsi, cette triple fonction de l'Etat fasciste d'un pays qui naît à la vie moderne se traduit par une triple politique d'indépendance nationale, d'industrialisation et de mystification du prolétariat, et exprime donc la lutte de la bourgeoisie locale pour instaurer son propre système d'exploitation, pour installer son propre appareil industriel ; lutte qui se livre sur trois fronts : à la fois contre le capitalisme

international, la féodalité agraire ancienne et le prolétariat grandissant.

C'est cette mission historique que le régime de Peron, comme ceux de Kemal Ataturk ou de Naguib, a été chargé d'accomplir par la bourgeoisie nationale.

Or, si la lutte contre le capitalisme international d'une part et la vieille exploitation agraire d'autre part, possèdent un caractère nettement progressif, et parfois même peut revêtir certains aspects révolutionnaires, par contre, la lutte contre le prolétariat local est par essence contre-révolutionnaire — même et d'autant plus dangereusement qu'en régime fasciste elle est dissimulée sous un masque pseudo-révolutionnaire.

LA MYSTIFICATION DU PROLETARIAT : OBJECTIF N° 1

Et c'est bien, en effet, cette tâche contre-révolutionnaire de paralysie et d'asservissement du prolétariat qui est la plus difficile à mener à bien. C'est sur elle que se concentre la plus grande part de la puissance et de l'astuce du régime.

Car s'il fut pour le gouvernement argentin relativement aisé de débarrasser l'économie de l'emprise capitaliste anglaise (qui accaparait notamment la majeure partie des chemins de fer) et de relâcher les liens des monopoles yankees ; s'il fut possible à la technocratie peroniste de mettre sur pieds un plan quinquennal d'industrialisation sans trop de difficultés de la part de la vieille aristocratie agonisante, il fallut déchanter pour le reste, car on ne se débarrassa pas d'un seul coup de la force montante du prolétariat argentin. Et le souci de canaliser cette force devint la préoccupation majeure du régime.

C'est pour contrecarrer la prise de conscience inévitable que Peron et son équipe furent obligés d'échafauder le mythe du « justicialisme », frère du « fascisme », du « national-socialisme » et du « national-sindicalisme ». C'est pour répondre à cette aspiration de plus en plus nette à la justice sociale et à la promotion ouvrière que le peronisme dut se lancer dans une démagogie populiste, ouvrière et syndicale effrénée.

C.N.T. A.I.T.
2° Union Régionale

MEETING
DU 1^{er} MAI

Salle :

14, Rue du Renard
à 14 h. 30

Métro : Hôtel-de-Ville

Orateurs de la C.N.T.

REDACTION-ADMINISTRATION
LUSTRE René - 145, Quai de Valmy
PARIS (10^e) C.C.P. 8032-34

FRANCE-COLONIES
1 AN : 1.000 Fr. — 6 MOIS : 500 Frs

AUTRES PAYS
1 AN : 1.250 Fr. — 6 MOIS : 625 Fr.

Pour changement d'adresse joindre
30 francs et la dernière bande

LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

Les travailleurs vomissent le Conseil Général de l'Internationale des social-traitres

Le conseil général de l'Internationale socialiste, qui vient de se tenir à Puteaux, confirme une nouvelle fois la trahison permanente de l'ensemble des dirigeants socialistes. Une nouvelle fois les social-traitres ont étalé leur indignité en public, ont systématiquement et impudiquement élaboré contre les intérêts des travailleurs.

Les partisans de Puteaux n'ont pas cessé un seul instant de défendre et de s'intégrer au camp de l'impérialisme américain, niant absolument tout esprit de lutte de classe, tout combat revendicatif, toute action révolutionnaire.

A grand renfort de trémolos dans la voix, on s'est contenté de parler du monde libre, du monde de la démocratie, etc...

Où est donc la liberté, la démocratie dont vous parlez tant ? Il ne s'agit pas de réajuster ici tout le procès du monde capitaliste classique, tout le procès implacable intenté par tous les révolutionnaires depuis plus d'un siècle contre le système de la dictature bourgeoise.

Mais nous sommes tout de même obligés de répéter ici quelques faits que nous avons souvent répétés, mais qui, il faut les croire, n'ont pas encore été entendus.

Votre liberté, messieurs les députés, serait-ce par hasard la dictature de Tito, le fascisme de Franco, de Péron, de Salazar, etc... ?

Serait-ce le racisme et la chasse aux sorcières, aux U.S.A., le colo-

niaisme en Indochine, en Afrique du Nord ou au Kenya (à la Nacgelien) et les matraquages de grévistes (à la Jules Moch).

Vos paroles et vos actes ont, depuis longtemps, levé cette équivoque, et votre dernière conférence n'a fait que confirmer notre conviction. Votre idéal, puisque c'est celui du monde américain, n'est que la liberté à coups de matraques et de mitraillettes !!

Et puis, n'en jetez plus avec vos : « U.R.S.S. » et elle seule veut la guerre ». Les gros capitalistes n'ont même pas l'affirmer. Sans doute

n'ont-ils pas oublié, eux, les paroles de Jaurès : « Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée l'orage ».

A moins que vous n'ayez découvert que votre « monde libre » n'était plus capitaliste ? Oui, ce doit être cela : c'est VOTRE monde socialiste... Saluons !

Où, nous sommes d'accord sur un point avec vous, l'U.R.S.S. veut la guerre, car son économie engendre aussi la guerre, car son économie est aussi une économie capitaliste. Mais avouez aussi que le bloc U.S.A. en a encore davantage besoin car il est davantage touché par la crise écono-

mique ! Avouez enfin que les deux blocs économiques actuels veulent et nécessitent la guerre et que seule la révolution sociale, et elle seule, en bouleversant les structures économiques, en annihilant les contradictions internes des capitalismes, supprimera tout danger de guerre.

Seulement, l'oncle Sam paye bien ses valets et la vérité au service des travailleurs ne se vend pas cher. La peau des travailleurs, par contre, elle se vend bien, n'est-ce pas ? Certains diront que les insultes ne sont pas convaincantes, mais il est des individus qu'il faut bien appeler par leur nom et une ordure est toujours une ordure, de quelque côté qu'on la regarde !

Passons. Les travailleurs n'ont pas à s'attarder devant ces palabres d'individus malsains. Ils n'ont pas non plus à s'attarder devant ceux qui leur parlent de Bonheur, de Paix et de Communisme (avec des majuscules), en les leur promettant vaguement. La classe ouvrière ne peut aller de l'avant qu'en accomplissant elle-même son action révolutionnaire.

Il s'agit de détruire de fond en comble le vieux appareil d'oppression capitaliste qui existe encore dans tous les pays, de l'Ouest ou de l'Est. Les travailleurs ont trop perdu de temps et d'énergie à écouter les valets de leurs assassins. Travailleurs qui vous croyez socialistes, travailleurs qui vous croyez stalinistes, n'oubliez pas que toute action contre le capitalisme est un pas en avant vers l'abolition du système révolutionnaire, vers la lutte finale vers le vrai communisme. Vous voulez le vrai communisme, donc votre lutte sera celle de la Fédération Anarchiste qui est la seule organisation des ouvriers au service de la classe ouvrière.

M. MOREAU.

CHEZ BRÉGUET

Que se passe-t-il ?

La firme Bréguet a un vaste champ d'activité. Constructrice d'avions, dont le dernier modèle « 2 PONTIS », d'appareillages électriques, d'appareils de levage, etc. Bien que ses diverses activités soient strictement compartimentées, la santé financière de la Société Bréguet est satisfaisante. Nous verrons d'autre part le dernier résultat financier.

Pour l'heure 2.000 ouvriers de la firme sont menacés de chômage, bien que celle-ci s'en défende, dans les usines d'aviation où se construit le dernier modèle « 2 PONTIS », qui a subi les essais au terrain d'aviation du Bourget. Un mastodonte de l'air (50 tonnes) et une merveille de la technique, tel est le « 2 PONTIS ».

Les difficultés présentes qui menacent 2.000 ouvriers sont un désaccord entre ladite firme et le ministère des Affaires économiques au sujet du prix de chaque avion fixé en dernier ressort par le gouvernement à 508 millions. Après diverses modifications demandées par Air France, dont le ministère des Finances dépend en grande partie dans la Société d'Economie Mixte qui gère ladite compagnie d'aviation, le prix de revient de l'avion reviendrait à 750 millions. Le ministère des Affaires économiques s'en tient au premier prix fixé par lui-même à 508 millions.

Qui a raison dans l'histoire, le duel ? On ne peut le déterminer facilement. Est-ce la firme ? Est-ce l'Etat ? Dialogue de sourds et cela peut durer assez de temps mais ni l'une ni l'autre partie ne se souciera de la condition ouvrière. Les usines d'aviation Bréguet se trouvent à Villacoublay, Bayonne et Toulouse ; les autres usines de constructions diverses se situent à Paris, Douai, Deville-les-Rouen.

La firme Bréguet, pour la partie AVIATION, se trouverait en difficultés financières et aurait été l'objet de deux examens aux conseils interministériels. Nous ne pouvons vous donner ce jour le bilan de BREGUET-AVIATION ; cependant, voici un aperçu de celui de 1952 de la Maison Bréguet, filiale de la précitée. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 2.100 millions contre 1.933 millions en 1951. Le carnet de commandes, au début de 1953, était de l'ordre de 2.700 millions. Le bénéfice de 1952 sera équivalent à celui de 1951 malgré une dépense de 437 millions pour le rééquipement des trois usines de Douai, Paris et Deville-les-Rouen.

Il est à spécifier qu'en 1951 le bilan comportait une réserve de revalorisation de 553.389.000 francs, qui devait permettre à doubler le fonds social de la firme sans aucun débours pour les actionnaires.

La capitalisation boursière est représentée par 186.240 actions au nominal de 2.500, qui sont actuellement cotées au dernier cours 3.160 francs, ce qui représente une valeur globale de 588 millions environ pour un fonds social de 465.600.000 francs. Le dividende net payé aux actionnaires par action de

Vendredi 24 avril, à 20 h. 45

GALA de
"Solidaridad
Obrera"

GRANDE SALLE
DE LA MUTUALITE

24, rue Saint-Victor, Paris-V^e
Avec le concours de : Simone Chobillon, Les Bel-Air, Lazare Ferrari, Luc Poret, Maria Casares, Georges Brassens, Léo Noël, Pépé Nunez et son orchestre, Catherine Sauvage et d'autres artistes espagnols et français.

Prix des places : 200 fr. Location au siège de Solidaridad Obrera, 24, rue Sainte-Marthe, Paris-X^e.

Chez les autres

Réponse à un Monsieur qui a de l'instruction

Dans le dernier article de la dernière page du CANARD ENCHAÎNÉ (in *canda venenum*) (1) comme disent les fins lettrés qui écrivent dans les hebdomas humoristiques), le sieur René Fallet, que les lauriers de Paraz — l'homme qui écrit pour la *Happy Few* — empêchent peut-être de dormir en paix, nous cite incidemment au cours d'une critique littéraire (au lieu de méditer le *Age quod agis* (1), des gens qui ont fait des études secondaires)

«...La révolte parfois primaire du Libertaire...» écrit cet éminent critique qui a bien le droit de préférer du Claudel ou du Sartre.

Le Libertaire, bien sûr, ce n'est pas « l'Etre ou le Néant », ni « l'Annonce faite à Marie ».

Fallet devrait lire les *Lettres Françaises*, *Rivarol*, ou *Aspect de la France*, s'il aime la révolte « intellectuelle » et le beau langage.

Sans oublier le *Canard enchaîné*, ce refuge de la culture où jamais on ne lira de ces mauvais calembours dont — comme à la jamais dit Breffort, bien sûr — on pourrait dire qu'ils sont de l'esprit de primates ou le fait de primates de l'esprit, ou, tout simplement, comme le vieux Hugo : « de la sanie ».

Ah ! un article de Simone Téry ou de Bénézet, un édit de Mauriac, là on sent la révolte de bonne qualité, de la révolte de diplômés, sérieuse, profonde et tout pour ça.

Bien sûr, quand on n'est pas obnubilé par le stalinisme marxiste, la bonstériorité ou le respect dû, paraît-il, à un prix Nobel, on se bidonne en lisant les élucubrations de ces intellectuels, on démonte leurs petits raisonnements en moins de temps qu'il n'en faut à un Fallet pour écrire une chose, mais ce sont des professionnels dans le coup, des confrères quoi !

Tandis qu'un Libertaire, bien sûr, il y a probablement plus de licenciés en lettres sociales que de docteurs en lettres. Et comble de l'horreur, la seule différence que l'on puisse faire entre le camarade qui sort de Sciences Po. et celui qui a fait ses études chez Renault c'est que, parfois, l'un donne plus de travail que l'autre aux correcteurs ; quant au reste, René Fallet nous fait bien rigoler — et, après tout, il est payé pour ça.

S'il arrive que certains problèmes puissent sembler être traités dans le *Lib* d'une façon un peu simple (pour M. Fallet) c'est qu'ils semblent tellement simples aux pauvres primaires d'archistes que nous sommes, et c'est qu'aussi le *Lib* n'est pas une revue philosophique, économique et littéraire, mais un journal de combat qui a ses raisons, que ledit Fallet ignore. Ignorez facile à combler, d'ailleurs : notre aristocratie n'a qu'à regarder autour de lui et — si ce n'est pas trop lui demander — réfléchir un tantinet. Quelques brochures de vulgarisation, par là-dessus, peut-être...

Il m'est arrivé — souvent, — en lisant certains articles du *Canard*, de me dire que j'aurais été heureux de les signer, non pas à cause du talent des auteurs, mais tout simplement parce que je ressentais la même révolte devant telle bêtise méchante, telle saloperie.

C'est un réconfort plutôt rare. Je ne pensais pas, moi, à ces moments-là, que ces articles étaient écrits par des intellectuels, que c'était de la révolte de diplômés pour diplômés, du non-conformisme de luxe.

Faut prévenir.

L'HUMANITE du 8-4-53. — Au sujet de Maurice :

« Il revient, les vélos sur le chemin [des villes] éblouis. »

Il y a de quoi, en effet, éblouir le nickel. Quant au restant du vélo, il doit se gonfler.

Le lecteur aussi. Après avoir écrit un pareil chef-d'œuvre, Aragon peut être rassuré : il ne relève plus de la purge, mais du vermillon.

FRANCE-SOIR du 9-4-53 :

« Les orateurs ambulants du M.R.U. vont prêcher la bonne parole de la reconstruction à travers les villes détruites. »

La reconstruction ? On en parle, on en parle !

L'AUREOLE. — Il y a quelques jours, j'avais acheté un numéro de cet estimable journal et je n'y avais pas trouvé le petit caecus quotidien du triste Benazet. Encouragez, j'ai remis ça le 16-4-53. Hélas ! il était là.

Mais comme il y a peut-être des lecteurs qui lisent le « Lib » en déjeunant, je vais parler d'autre chose. L'Aurore, donc, s'adresse à une clientèle hautement intellectuelle (M. Fallet, du « Canard Enchaîné », doit être abonné), aussi réserve-t-elle une page entière à ces bandes illustrées qui font la joie des vachers du Far-West et de nos petits enfants. La première colonne est réservée à... « la Bible » — et le numéro précité à la « multiplication des pains ».

Enfin, les catholiques vont enfin pouvoir apprendre leur religion. Et, ce qui ne gêne rien, par un moyen à leur portée.

R. CAVAN.

(1) Cela, c'est de la révolte secondaire. Fallait bien ça, entre nous, comme ne dirait pas qui vous savez.

RECTIFICATIF

Le Matériel Téléphonique

Une mauvaise interprétation du rédacteur ayant parachevé l'article sur la grève du L.M.T. dans le n° 355 nous contrainait à passer le rectificatif suivant :

La conclusion à donner à cet article a été confusément intervertie avec celle d'un autre article de caractère semblable. Nous nous en excusons auprès de nos camarades du L.M.T.